



REVUE DE PRESSE
MARDI 19 SEPTEMBRE 2023

قراءة في الصحف
الثلاثاء 19 شتنبر 2023



SOMMAIRE

الفهرس

	ONU : Manifestation à New York pour le climat avant l'AG	2
	Gestion des risques de catastrophes naturelles : voici les grands axes de la stratégie nationale 2020-2030	3
	Hydrogène vert : Le 1 ^{er} projet marocain sera développé à Tan-Tan, les détails	4
	PLF 2024 : Trois chantiers verts dans le pipe	5
	Catastrophes naturelles : Pourquoi tant de vulnérabilités	6
	Gestion des déchets : Ce que prévoit la réforme	7
	ODD ; Un sommet à New York pour relancer le débat	8
	Zones sinistrées : Attention à ne pas polluer !	9
	Opération de collecte des déchets à Amizmiz	9
	Gestion hydrique : Le Maroc s'allie au Cap-Vert	10
	Gestion des déchets : Renforcer la gouvernance s'impose	11
	مطرح الأربال العشوائية بالعرائش وشفشاون تسائل بنعلي	12
	نفايات طبية بحاويات للأربال تستنفر السلطات بالعرائش	13
	ورشة لإطلاق مشروع "دعم اللجنة المغربية للاتحاد الدولي لحماية الطبيعة"	14
	بروتوكول مونريال نموذج للتعاون العالمي لحماية طبقة الأوزون	15
	الأمم المتحدة تدعو إلى ثورة في قطاع البناء المسؤول عن 37 بالمائة من انبعاثات ثاني أكسيد الكربون	16
	المغرب يستضيف النسخة الثالثة من القمة العالمية للهيدروجين الأخضر	17
	هل توفق قمة الأمم المتحدة في إنقاذ أهداف التنمية المستدامة؟	18
	طنجة.. ساكنة ظهر القنفذ تطالب الولي بوضع حد لمعاناتها مع المحلات الملوثة والمزعجة	19



L'Opinion Mardi 19 Septembre 2023

08 | MONDE

ONU

Manifestation à New York pour le climat avant l'AG

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche dans les rues de New York, réclamant plus d'actions contre le changement climatique, deux jours avant l'ouverture officielle de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Des manifestants de quelque 700 organisations et groupes d'activistes se sont réunis à New York, brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire «Biden, mets fin aux énergies fossiles», «Les énergies fossiles nous tuent» ou encore «Je n'ai pas voté pour les incendies et les inondations».

Le président américain Joe Biden figure notamment sur la liste des dirigeants mondiaux qui se retrouveront à partir d'aujourd'hui à l'ONU pour l'AGNU, dont l'ouverture officielle est prévue mardi.

«Nous sommes ici pour demander à l'administration de déclarer l'urgence climatique», a déclaré Analilia Mejia,



directrice du groupe d'activistes Center for Popular Democracy (Centre pour la démocratie populaire). Dans un rapport de l'ONU sur le climat publié ce mois-ci, des experts internationaux ont indiqué que les émissions de gaz à effet de serre devraient atteindre leur point culminant en 2025 – suivi d'une forte baisse par la suite – si l'humanité se fixe pour

objectif de limiter le réchauffement climatique, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris.

Le Traité de Paris, ratifié en 2015, a encouragé de multiples actions en faveur du climat, mais «il reste encore beaucoup à faire sur tous les fronts», détaille le rapport, prochaine base de travail de la COP28 à Dubaï en fin d'année.



Sinistres

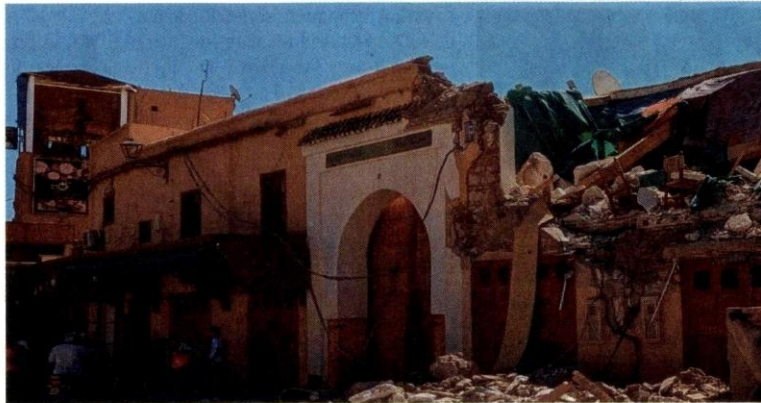
Gestion des risques de catastrophes naturelles : voici les grands axes de la stratégie nationale 2020-2030

La Stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes naturelles 2020-2030 vise à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience des populations et des territoires face aux catastrophes naturelles. Il s'agit concrètement de contribuer, à travers une approche participative, à la protection des vies et des biens des populations contre les effets des sinistres. Pour ce faire, plusieurs objectifs stratégiques ont été retenus consistant à couvrir toutes les composantes du cycle de gestion des risques de catastrophes naturelles, à savoir la connaissance, la prévention, la préparation, l'intervention, la réhabilitation et la reconstruction.

Améliorer la connaissance et l'évaluation des risques, promouvoir la prévention des risques pour renforcer la résilience et améliorer la préparation aux catastrophes naturelles pour un relèvement rapide et une reconstruction efficace, tels sont les trois objectifs prioritaires de la Stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes naturelles 2020-2030. C'est ce qui ressort d'un document de présentation établi par le ministère de l'Intérieur. S'y ajoutent deux objectifs transversaux visant à renforcer la gouvernance et promouvoir la recherche scientifique et la coopération internationale.

Amélioration de la connaissance et de l'évaluation des risques naturels

La connaissance des risques naturels relève d'une logique peu fréquente. De même, les informations disponibles sur le sujet ne sont pas régulièrement mises à jour, ou sont peu documentées et insuffisamment partagées. En conséquence, l'enjeu majeur à relever est celui du renforcement du cadre institutionnel de la connaissance et de l'évaluation des risques naturels sur le territoire national, mais aussi de la réalisation d'études d'aléas (mono-aléa et multi-aléa), pour les territoires prioritaires à forte vulnérabilité, en tenant compte des études déjà réalisées, pour une meilleure prise



de décision en matière de gestion des risques naturels en temps réel. C'est pourquoi ce premier objectif s'appuie sur deux programmes visant à améliorer le cadre institutionnel national pour l'évaluation des risques, grâce à la mise en place de l'Observatoire national des risques naturels, et à étudier et envisager des scénarios pour des risques simples ou multiples dans les territoires prioritaires, à travers la production d'études et de cartes d'aléas et multi-aléas de zones d'inondation, de mouvements de masse, sismiques, d'érosion côtière et de tsunami, etc.

Prévention des risques naturels et développement de la résilience

La prévention est une étape décisive dans la gestion du cycle des risques naturels. Voilà pourquoi il est nécessaire d'agir sur trois volets pour renforcer cette prévention et développer la résilience. Il s'agit de :

- Sensibiliser et populariser une culture des risques naturels.
 - Encourager les investissements publics et privés et améliorer le système de financement correspondant.
 - Renforcer la résilience des infrastructures vitales et stratégiques.
- Pour réaliser cet objectif, six programmes ont été conçus pour :

- Sensibiliser les parties prenantes à la gestion des risques.
- Adopter une approche genre dans la gestion des risques de catastrophes.
- Renforcer les investissements publics, privés et territoriaux en matière de gestion des risques.
- Renforcer la résilience des infrastructures critiques.
- Impliquer et mobiliser toutes les parties prenantes et encourager les partenariats public-privé et public-société civile.
- Mettre en place des projets pilotes de prévention des risques naturels.
- Protéger le patrimoine culturel et naturel classé contre les risques naturels.

Préparation aux catastrophes naturelles pour un relèvement rapide et une meilleure reconstruction

Au-delà des dommages directs, les catastrophes naturelles entraînent des répercussions socio-économiques négatives à moyen et long termes en l'absence de mesures efficaces de relèvement et de reconstruction. La préparation à la crise passe donc par la mise en place de moyens d'intervention d'urgence, l'élaboration de plans d'intervention d'urgence, le développement d'outils d'anticipation, d'alerte, d'évacuation et de sauvetage, l'organisation

de mécanismes de coordination et l'adoption d'approches de communication et de formation dédiées à la préparation aux catastrophes naturelles.

Pour ce faire, la stratégie nationale de gestion des risques de catastrophes naturelles 2020-2030 comprend trois programmes destinés à renforcer la gestion de crise, à mettre en place des plans de continuité des activités et des services vitaux, et à organiser le mécanisme de reconstruction et de retour d'expérience.

Inondations, tremblements de terre, tsunamis et glissements de terrain sont les principaux risques concernés par la stratégie

Dans un premier temps, le champ d'application de cette stratégie couvrira les quatre risques majeurs les plus récurrents : les inondations, les tremblements de terre, les tsunamis et les glissements de terrain. D'autres risques pourront être couverts ultérieurement, en fonction de leur importance et des circonstances. Par ailleurs, le document de présentation indique que la stratégie se décline en un plan opérationnel et un plan d'action couvrant les risques naturels majeurs.

Le plan opérationnel quinquennal (dont le premier couvre la période 2021-2026) vise à :

- Assurer la mission de la stratégie, atteindre sa vision et réaliser ses objectifs stratégiques.
- Assurer la cohérence des axes et programmes et leur convergence avec la vision.
- Traduire lesdits programmes en projets à réaliser par les différents acteurs concernés.

Quant au plan opérationnel, il se décline en plan d'action sur une plus courte période. Ce plan fait ressortir les différentes actions dont la réalisation est jugée nécessaire dans un délai ne dépassant pas trois années. Son exécution se base sur des fiches-projets détaillées qui définissent pour chaque action le temps imparti et le coût, ainsi que le rôle, les champs d'intervention et la responsabilité de chaque acteur concerné. ■

H. Oukerzaz



Le Matin 19-09-2023 - P.7 -

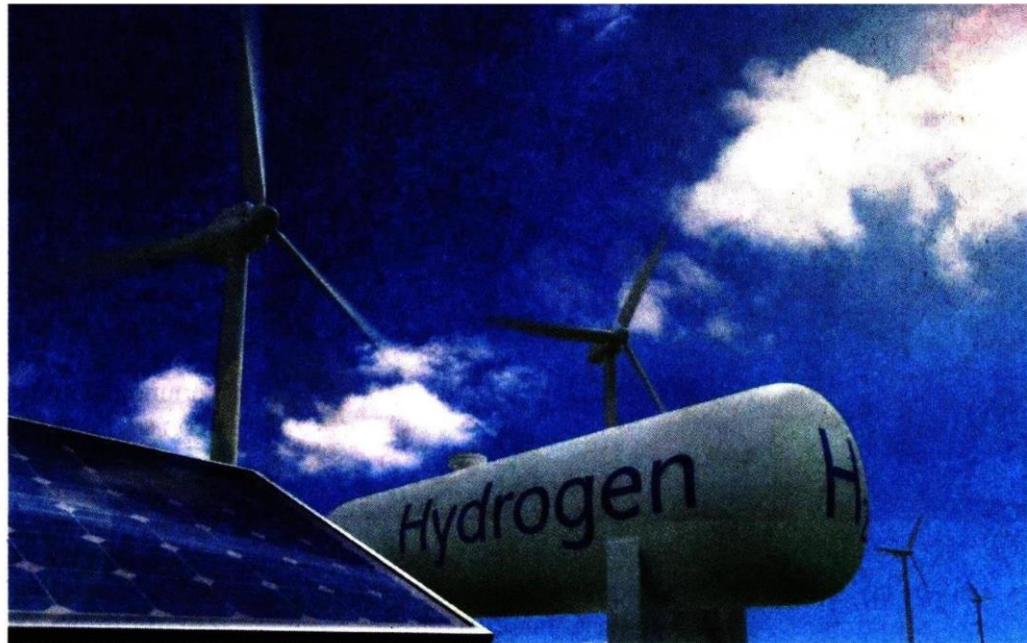
Porté par Masen

Hydrogène vert : le 1^{er} projet marocain sera développé à Tan-Tan, les détails

L'Agence marocaine pour l'énergie durable a choisi la région de Guelmim-Oued Noun pour développer le premier projet de production d'hydrogène vert au Maroc «Power to Hydrogen (PtX)». Quatre sites, situés dans la province de Tan-Tan, sont pré-qualifiés pour accueillir les composantes de ce chantier stratégique qui consiste à développer une centrale hybride combinant solaire et éolien pour l'alimentation d'une usine de production d'hydrogène vert d'une capacité d'électrolyse de 100 MW, raccordée à une station de dessalement de l'eau de mer.

Le premier projet de production d'hydrogène vert au Maroc se précise. Porté par l'Agence marocaine pour l'énergie durable (Masen), ce chantier stratégique «Power to Hydrogen (PtX)» sera abrité par la région de Guelmim-Oued Noun. Il consiste à développer une centrale hybride combinant du solaire et de l'éolien pour l'alimentation d'une usine de production d'hydrogène vert (et/ou de ses produits dérivés) avec une capacité d'électrolyse de 100 MW, raccordée à une station de dessalement éventuelle. Quatre sites sont pré-qualifiés pour abriter les composantes du projet «PtX». Ils se situent tous dans la province de Tan-Tan, dans les communes Tilmzoun et El Ouatia.

Le premier site devra accueillir une centrale à base d'énergie renouvelable hybride (PV/éolien) pour la production d'électricité avec option de stockage avec batteries. Les champs solaire et éolien sont prévus sur une superficie d'environ 300 hectares chacun. Le deuxième site abritera une usine de production d'hydrogène et de ses produits dérivés sur une superficie d'environ 5 hectares. Quant au troisième, il sera dédié à une station de dessalement d'eau de mer, pour l'alimentation de l'usine, alors que le quatrième site accueillera les lignes électriques d'évacuation.



Ce projet stratégique sera cofinancé par la Banque allemande de développement.

Selon Masen, le Maroc et l'Allemagne avaient signé en juin 2019, à Berlin, un accord relatif au développement du secteur de la production de l'hydrogène vert. Le projet «Power-to-X» pour la production de l'hydrogène vert proposé par Masen a vu le jour dès lors, en vue de renforcer la stratégie du Maroc dans le domaine du développement des énergies renouvelables, dans le but d'assurer l'indépendance énergétique du Royaume et réduire les émissions de gaz à effet de serre. Aussi, cette stratégie vise à améliorer les conditions-cadres de production et d'utilisation de l'hydrogène, à mettre en place les structures d'approvisionnement nécessaires et d'investissement pour l'utilisation de cette matière, en tant que source d'énergie écologique.

Capitalisant sur sa grande expertise dans le secteur des énergies renouvelables, Masen mène différentes études et analyses visant à évaluer l'utilisation des énergies renouvelables dans différents secteurs au-delà de la production d'électricité, notamment la production d'hydrogène.

«De plus, considérant la part importante de l'énergie dans le processus de production d'hydrogène et prenant en compte les atouts importants du Maroc en termes de potentiel d'énergies renouvelables (PV et éolien), d'infrastructures, de proximité des consommateurs internationaux et de l'existence d'un marché local potentiel, Masen envisage de développer un premier projet de production d'hydrogène vert au Maroc», souligne l'Agence à l'occasion du lancement de plusieurs études relatives au projet. En effet, Masen vient de lancer les appels d'offres pour la réalisation des études sismiques, hydrologiques, hydrogéologiques, géologiques et géotechniques du projet «Power to Hydrogen (PtX)» ainsi que pour l'élaboration du Plan d'engagement des parties prenantes.

À noter que ce mégaprojet innovant sera cofinancé par la Banque allemande de développement (KfW). Cette dernière financera également une panoplie d'études pour le développement du projet. ■

Moncéf Ben Hayoun



ÉVÉNEMENT

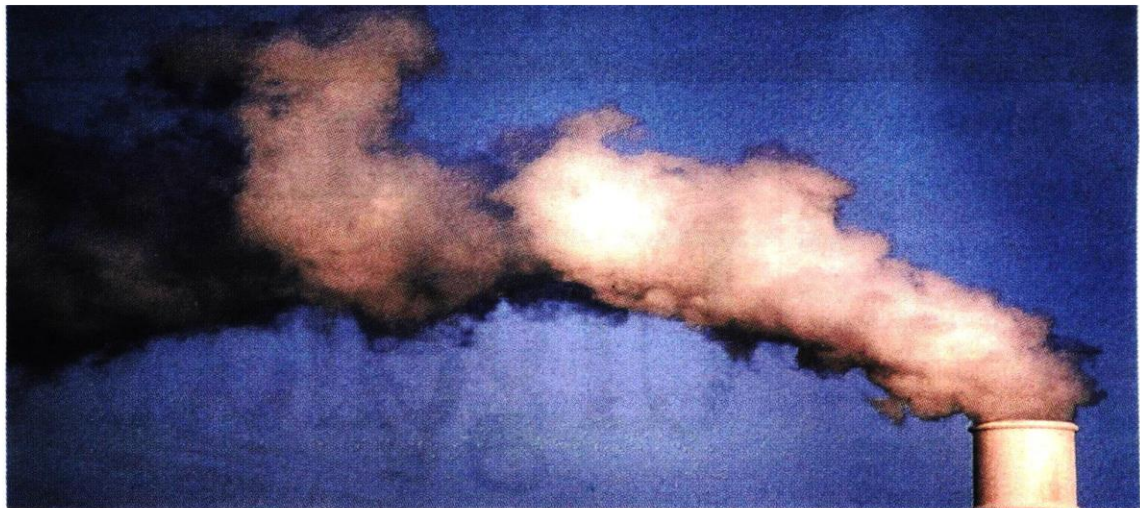
PLF 2024

Trois chantiers verts dans le pipe

- Mise en place d'une taxe carbone au Maroc
- Des textes réglementaires pour rendre les normes d'efficacité énergétique obligatoires
- Verdissement des droits de douane dès l'année prochaine

LA tragédie des effets du tremblement de terre ne détourne pas les cadres du ministère en charge du Budget de continuer la préparation du projet de loi de finances (PLF) pour 2024. Les cadres de la direction du budget du département des Finances poursuivent leurs réunions avec l'ensemble des ministères. L'objectif est de faire les arbitrages nécessaires pour se mettre d'accord avec les dotations qui leur seront affectées pour l'année prochaine. Dans ce contexte, le ministère de l'Économie et des Finances a publié sur son site un rapport d'exécution budgétaire et de cadrage macroéconomique triennal. Certes, l'approche pluriannuelle de cadrage budgétaire constitue un instrument de pilotage pour la préparation du budget en vue d'une utilisation optimale des ressources, conforme aux priorités définies conformément aux orientations royales. Outre les bienfaits de la planification triennale, le document recèle une mine d'informations très utiles. C'est le cas des trois chantiers importants qui seront conduits en 2024.

■ **Taxe carbone:** Une étude a déjà été menée, conformément à la réforme sur la fiscalité. L'objectif est de per-



Une étude pour la mise en place d'une taxe carbone au Maroc, conformément à la réforme sur la fiscalité, a déjà été menée. L'objectif est de permettre aux entreprises marocaines de maintenir leur compétitivité à l'international

mettre aux entreprises marocaines de maintenir leur compétitivité à l'international. Ainsi, l'année prochaine sera dédiée à la conception de cette taxe. Et cela, à travers la définition de périmètre et les modalités de son application. Cette opération sera menée en concertation avec les départements ministériels concernés, avec le soutien technique des institutions financières internationales.

■ **Extension de la TIC à d'autres équipements énergivores:** Le deuxième concerne la promotion de l'efficacité énergétique, en incitant les consommateurs à utiliser les équipements les plus économiques en matière de consommation d'électricité. Et cela, à travers l'application d'une TIC sur les équipements dont les quotités seront différenciées, selon l'indice d'effi-

cacité énergétique qui leur est propre. Cette démarche a été entamée par la loi de finances 2022 avec l'instauration d'une TIC verte sur les équipements électriques de grande consommation. Elle s'inscrit dans la continuité des engagements du Maroc visant l'encouragement des actions de protection de l'environnement et du développement durable. Elle est, en effet, en parfaite adéquation avec les objectifs de la loi-cadre portant réforme fiscale et avec ceux désignés dans la feuille de route de la stratégie énergétique nationale (2009-2030). Il s'agira de finaliser au titre de 2024 les textes réglementaires rendant les normes obligatoires. Ce qui facilitera la mise en place « d'un système de taxation efficace », selon la classe énergétique des produits et des équipements concernés. La finalisation de cette étape permettra aussi d'envisager l'extension du périmètre de taxation, au titre de la TIC à d'autres équi-

pements énergivores pour orienter les décisions d'achat des consommateurs.

■ **Le tarif douanier pour une politique environnementale aux frontières:** Le dernier chantier a trait au verdissement du tarif des droits d'importation. Le but est de rendre le tarif douanier plus vert et de soutenir les mesures de politiques écologiques, de sorte que le rôle de la nomenclature, en tant qu'outil statistique du commerce international, puisse être élargi pour devenir également durable. Cela se fera à travers des mesures de contrôle, de restriction ou de facilitation des échanges. Il s'agit surtout d'asseoir une fiscalité douanière qui permettra de promouvoir, ou de décourager la circulation transfrontière de certains produits en fonction de leur impact sur l'environnement. □

Mohamed CHAOUI



Schéma de taxation graduel relatif à la TIC de certains produits

POUR rappel, la réforme de la fiscalité sur les cigarettes a été mise en œuvre depuis 2022, avec un schéma de taxation progressif étalé sur cinq ans. L'objectif vise la simplification du système de taxation des cigarettes, de la consolidation des recettes du budget général de l'État et de la protection du consommateur. La même démarche de progressivité sera suivie en 2024 sur d'autres produits. Ainsi, à partir de 2024 et sur une durée de 2 ans, on assistera à la mise en place d'un schéma de taxation graduel re-

latif à la TIC pour certains produits alimentaires de grande consommation contenant du sucre ajouté. Cette mesure contribuera à lutter contre certaines maladies et réduire, par conséquent, les dépenses de santé y afférentes. Par ailleurs, le dispositif législatif douanier en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sera renforcé. Le but est d'améliorer la conformité du Maroc aux recommandations du Groupe d'action financière (GAFI). □

Stratégie culturelle

LE gouvernement travaille sur l'opérationnalisation de la stratégie culturelle au cours de l'année prochaine, qui vise particulièrement à faire du patrimoine national un véritable levier de croissance économique. Cette stratégie se base essentiellement sur la préservation et la valorisation du patrimoine culturel marocain ainsi que le renforcement des infrastructures culturelles sur tout le territoire. Au menu également, le développement des industries culturelles et créatives, l'amélioration de

la coopération internationale et de la diplomatie culturelle. Par ailleurs, le caractère officiel de la langue amazighe sera consacré en tant que langue officielle aux côtés de l'arabe. Dans ce cadre, il est prévu d'accélérer la mise en œuvre de la feuille de route préparée à cet effet. Celle-ci prévoit 25 mesures relatives à l'intégration de la langue amazighe dans divers aspects de la vie publique. La date du nouvel an amazigh au Maroc a été fixée au 14 janvier. C'est désormais un jour férié et payé. □



Catastrophes naturelles

Pourquoi tant de vulnérabilités

- Déficiences en gouvernance, coordination, synergies, convergence...
- Très peu d'enseignements tirés des anciens séismes
- Tremblement de terre, crues, inondations, glissement de terrains... Le pays reste exposé

LE territoire marocain est confronté à de nombreux risques de catastrophes naturelles. Les caractéristiques climatiques, géologiques et géographiques... font du pays une zone exposée aux séismes, secousses telluriques, glissements de terrains, crues torrentielles, inondations...

Toutes les études géologiques l'ont confirmé, le Maroc se caractérise par une forte diversité géologique, une dynamique tectonique régionale et une grande diversité des reliefs et des sols. D'où les séismes d'Agadir, Al Hoceïma, Al Haouz ainsi que le phénomène récurrent de glissement des terrains, les crues... devenus de grands sujets de préoccupation.

Les experts expliquent en partie ces risques par la forte variabilité spatio-temporelle climatique ou encore la position géographique dans une zone de transition bioclimatique entre deux écosystèmes opposés, la zone saharienne aride et celle méditerranéenne tempérée. Plus encore, les 3.500 km de côtes exposent le Maroc à des risques de tsunami et des submersions marines.

Par ailleurs, le contexte socio-économique et environnemental n'arrange pas non plus la situation. Avec l'évolution rapide du contexte socio-économique, démographique et environnemental du pays et l'accentuation des effets aggravants (changement

Évolution de la survenance des catastrophes naturelles au Maroc entre 1980 et 2019

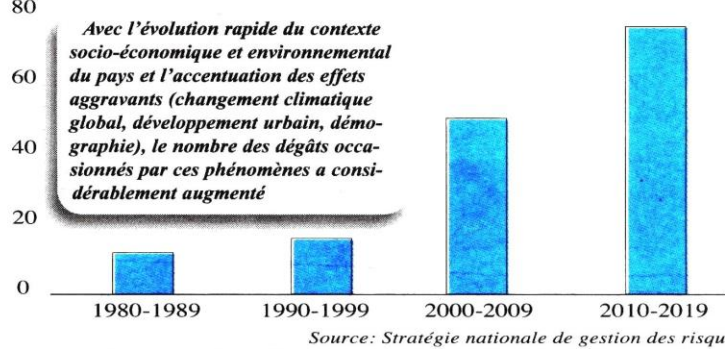
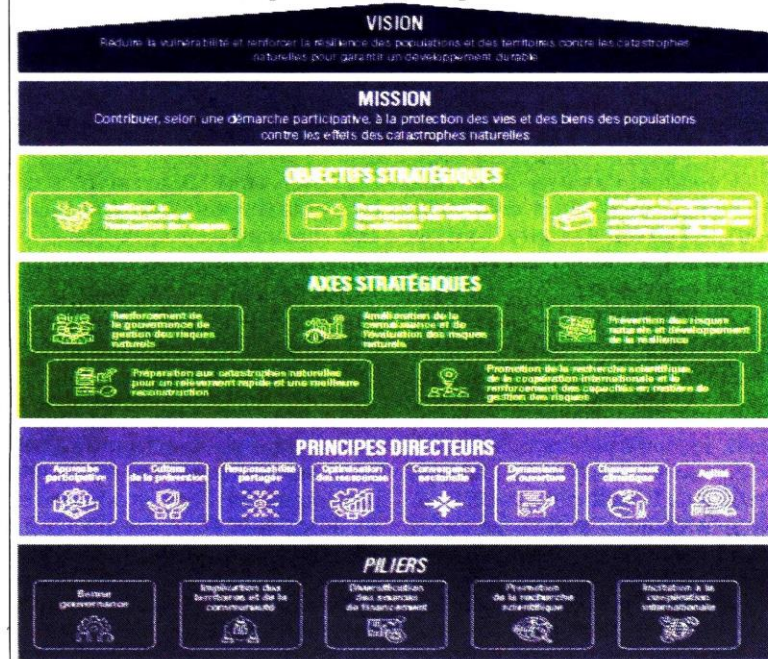


Schéma synthétique de la Stratégie Nationale de la Gestion des Risques des Catastrophes Naturelles



climatique global, développement urbain...), le nombre des dégâts occasionnés par ces phénomènes et des risques a considérablement augmenté.

Pour rappel, l'histoire récente du Maroc est marquée par plusieurs évé-

nements catastrophiques d'origine naturelle (séisme d'Agadir en 1960, inondations de la vallée de l'Ourika en 1995, les inondations de Mohammedia en 2022, le séisme d'Al Hoceïma en 2004, les crues de Taroudant et der-

nièrement le séisme d'Al Haouz).

Selon la stratégie nationale (2020-2030) de gestion des risques des catastrophes naturelles, «les phénomènes sismiques sont à l'origine du plus grand nombre de décès... Ils causent le plus de victimes et de traumatismes, ainsi que des pertes économiques considérables». D'ailleurs, entre 1900 et 2019, l'on a recensé 12.728 victimes, auxquels s'ajoutent quelque 3.000 morts suite au séisme d'Al Haouz. Soit plus de 15.700 décès.

Selon une étude de l'OCDE, l'analyse des mécanismes mis en place pour la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles révèle de nombreux déficits et failles en termes «de coordination entre les multiples acteurs...» Ce qui se traduit par des ambiguïtés dans la définition des rôles et des responsabilités.

La même étude de l'OCDE relève l'absence de synergies entre les différentes institutions, qui travaillent en silos fermés. Le manque de synergies s'explique aussi par l'exclusion de la société civile, du secteur privé et de la communauté scientifique dans la gouvernance des risques. L'OCDE relève également des problèmes de convergence, qui se manifestent à travers l'absence d'une approche complète, intégrée, multirisque et multi-acteurs.

Sur un tout autre registre, la culture de la planification et de l'anticipation fait généralement défaut: «Les interventions ne sont pas préparées à l'avance. Ce qui pénalise les pénalités, multiplie les pertes, les dégâts humains et matériels et augmente les coûts».

Autre constat, peu d'enseignements sont tirés des expériences de catastrophes naturelles vécues par le passé. Malgré les différents séismes (notamment Agadir, Al Hoceïma...), il y a une très faible capitalisation sur les expériences passées. □

Amin RBOUB

Les objectifs de la stratégie de gestion des risques

LA Stratégie nationale de la gestion des risques des catastrophes naturelles (2020-2030) prône la réduction de la vulnérabilité et le renforcement de la résilience des populations et des territoires contre les catastrophes naturelles afin de garantir un développement durable. La stratégie s'articule autour de trois objectifs: l'amélioration de la connaissance et l'évaluation des risques, la promotion de la prévention des risques en vue de renforcer la résilience et l'amélioration de la préparation aux catastrophes naturelles pour un relèvement rapide et surtout une reconstruction efficace. □

Cinq axes d'amélioration

IL y a cinq axes d'amélioration pris en compte par la stratégie nationale de gestion des risques des catastrophes naturelles: D'abord, il faut identifier les parties prenantes, déterminer les responsabilités et susciter la conscience des intervenants. Ensuite, fédérer les synergies de l'ensemble des acteurs concernés et assurer une gestion intégrée des risques à tous les niveaux. Enfin, définir un ensemble de mesures opérationnelles de nature aussi bien institutionnelle, organisationnelle que financière. Mais aussi sensibiliser les parties prenantes, disséminer l'information, élargir les connaissances, les échanger et renforcer les mécanismes de coopération et de partenariat... □



Gestion des déchets: Ce que prévoit la réforme

- Instauration de la responsabilité élargie des producteurs et importateurs des déchets
- Introduction de la possibilité de réconciliation comme alternative à la voie judiciaire
- Création d'une Commission nationale d'orientation stratégique pour chapeauter ce secteur

NOUVEAU dispositif pour la gestion des déchets. Un projet de loi portant réforme de la réglementation relative à la gestion des déchets a été finalisé. Il est actuellement en phase des consultations publiques au niveau du secrétariat général du gouvernement. L'idée est d'être en phase avec l'article 8 de la loi-cadre sur le développement durable, qui appelle à actualiser la législation relative aux déchets, notamment afin de renforcer les aspects liés à la modernisation des techniques de valorisation, ainsi que la consécration du principe de la responsabilité élargie.

Dans les détails, le nouveau dispositif introduit le principe de responsabilité élargie, qui prévoit que les producteurs et importateurs de produits soient responsables de la récupération de leurs déchets, dans le cadre d'une gestion responsable. Ils seront tenus de procéder à la gestion de ces déchets

Gouvernance

EN matière de gouvernance, ce texte prévoit la création d'une Commission nationale d'orientation stratégique pour la gestion durable des déchets. Elle sera chargée de la mise en place des orientations stratégiques dans ce domaine, favorisant la transition vers l'économie verte et circulaire. Selon l'article 60 bis, elle aura également pour mission d'émettre des avis sur les orientations stratégiques dans ce domaine, et la proposition des mesures favorisant notamment le renforcement des aspects juridiques, économiques, financiers et techniques. Sa composition et les modalités de son fonctionnement seront définies par décret. □



Toutes les décharges des déchets ménagers et celles des déchets industriels, médicaux, pharmaceutiques, agricoles... existantes seront transformées en centres de valorisation, selon des délais qui seront fixés par décret (Ph. L'Economiste)

à titre individuel ou collectif dans le cadre de structures couvrant les aspects juridiques, institutionnels, techniques, financiers et sociaux. Un décret devra définir la liste des produits soumis au principe de responsabilité élargie. De nouvelles dispositions imposent également à chaque producteur ou exploitant des déchets de se conformer à la structure pyramidale dans le traitement des déchets, donnant la priorité à la réduction de leur volume, à leur réutilisation et leur recyclage. En vertu

de l'article 19 du nouveau dispositif, chaque collectivité est tenue d'organiser l'étape de collecte préliminaire et de tri des déchets, selon des modalités clairement définies. De leur côté, les producteurs de déchets, ainsi que les exploitants des centres de valorisation et de traitement, ainsi que les transporteurs des déchets, seront tenus de tenir un inventaire des quantités et des différents types de déchets. Ils seront aussi tenus de produire un rapport annuel regroupant toutes ces informations, ainsi

qu'un plan interne de gestion durant les 5 années suivantes. Les modalités et les conditions d'application de ces nouvelles exigences seront fixées par décret. Selon les articles 85 et 86 de ce projet de loi, un délai doit être fixé par décret pour finaliser la transformation des décharges des déchets ménagers et celles des déchets industriels, médicaux, pharmaceutiques, agricoles... existantes avant son entrée en vigueur en centres de valorisation. □

M.A.M.

Amendes

UNE série de sanctions sont prévues par ce texte, notamment des amendes pouvant atteindre jusqu'à 5 millions de DH. L'article 69 prévoit que l'administration peut adresser une mise en demeure aux entités en infraction, afin de se conformer à la réglementation. Dans le cas où les PV permettent de saisir la justice, ceux-ci doivent être soumis au tribunal dans un délai de 15 jours. L'article 81 bis prévoit qu'une part de 20% des amendes perçues soit versée au Fonds national de protection de l'environnement et du développement durable.

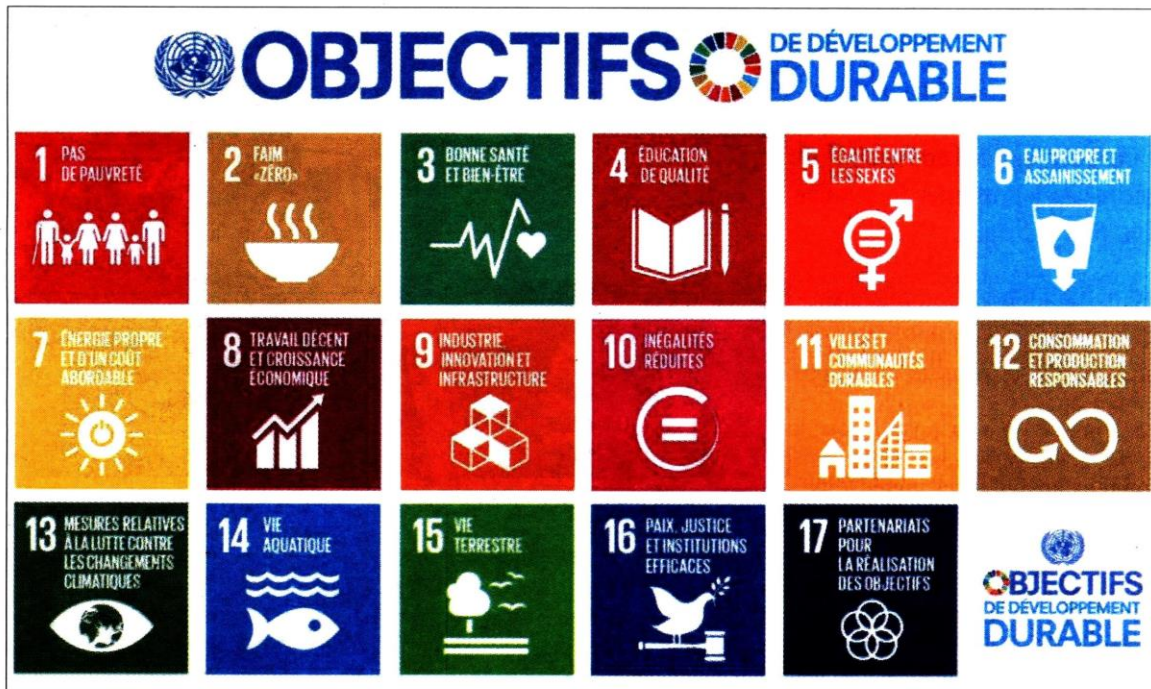
Cela ne concerne pas les cas de recours à la procédure de réconciliation. D'ailleurs, l'un des apports de ce texte concerne l'introduction de ce principe en tant qu'alternative à la complexité des procédures judiciaires. L'entité en infraction doit déposer une demande de réconciliation dans un délai de 3 jours ouvrables à partir de la date de rédaction du PV. L'administration, de son côté, doit soumettre à l'entité en infraction, la décision de réconciliation, fixant une amende forfaitaire, dans un délai de 5 jours à partir de la date de réception de sa demande. □



ECONOMIE INTERNATIONALE

ODD: Un sommet à New York pour relancer le débat

- A mi-parcours, seulement 15% de ces objectifs sont en bonne voie
- Beaucoup stagnent et d'autres régressent
- La 78e session de l'AG de l'ONU débute aujourd'hui



COMMENT relancer les objectifs de développement durable (ODD)? La question était au centre d'un entretien téléphonique la semaine dernière entre le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, et le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. Cet entretien intervient à la veille de la 78e session de l'Assemblée générale de l'ONU dont le débat de haut niveau débute mardi 19 septembre à New York. Un sommet sur les ODD est prévu les 18 et 19 septembre dans le cadre de cette session.

En effet, à mi-parcours, seulement 15% de ces ODD sont en bonne voie, beaucoup stagnent et d'autres régressent. Sortir de la pauvreté, avoir accès à l'éducation, à l'eau potable ou à une énergie propre, être en bonne santé, lutter contre le changement climatique ou parvenir à des sociétés en paix... tous ces objectifs de développement sont largement interdépendants. Ils sont tous sapés par les multiples crises qui ont déferlé sur le monde ces dernières années: «de la pandémie de Covid-19 aux catastrophes climatiques, sans ou-

blier la guerre en Ukraine et ses impacts en cascade sur le coût de la vie».

Un projet de déclaration devait être adopté hier lundi. Les Etats membres s'y engagent à accélérer les réformes. Ils devraient notamment soutenir une réforme de l'architecture financière internationale, alors que de nombreux pays en développement sont paralysés par le poids de leur dette. Bien que la dette mondiale ait enregistré une nouvelle baisse considérable en 2022, elle reste élevée et sa viabilité préoccupante, prévient le FMI (cf. notre édition N° 6599 du 15/09/2023). La dette totale repré-

sentait 238% du PIB l'année dernière, soit 9% de plus qu'en 2019. Elle s'élevait à 235.000 milliards de dollars, soit 200 milliards de dollars de plus qu'en 2021.

Les enfants sont les premières victimes de la stagnation des progrès en matière de réduction de la pauvreté dans le monde, alertent l'Unicef et la Banque mondiale. Examinant pour la première fois l'évolution de l'extrême pauvreté chez les enfants, le rapport «Global Trends in Child Monetary Poverty According to International Poverty Lines» révèle que «malgré une baisse du nombre d'enfants vivant avec moins de 2,15

dollars par jour, lequel est passé de 383 à 333 millions entre 2013 et 2022 (soit une diminution de 13%), les incidences économiques de la pandémie de Covid-19 ont entraîné une stagnation des progrès durant trois ans, progrès dont auraient pu bénéficier, selon les prévisions, 30 millions d'enfants supplémentaires s'il n'y avait pas eu les perturbations liées à la crise sanitaire». Le rapport alerte sur le fait qu'au rythme actuel de la réduction de la pauvreté, l'ODD consistant à éliminer l'extrême pauvreté chez les enfants d'ici à 2030 ne sera pas atteint. □

F.Z.T.

L'alerte de l'Unicef

«IL y a sept ans, le monde a fait la promesse d'éliminer l'extrême pauvreté chez les enfants d'ici 2030. Nous avons réalisé des progrès, qui montrent qu'avec suffisamment de volonté et d'investissements, il est possible de sortir des millions d'enfants de la pauvreté, qui constitue souvent un cercle vicieux», a indiqué Catherine Russell, directrice générale de l'Unicef. Cependant, dit-elle: «la conjugaison des crises provoquées par les effets de la Covid-19, des conflits, des changements climatiques et des chocs économiques a enlisé les progrès et laissé des millions d'enfants dans une situation d'extrême pauvreté. Nous ne pouvons pas abandonner ces enfants. L'élimination de la pauvreté infantile est un choix politique. Nous devons redoubler d'efforts pour que tous les enfants puissent avoir accès aux services essentiels, notamment à l'éducation, à la nutrition, aux soins de santé et à la protection sociale, tout en remédiant aux causes profondes de l'extrême pauvreté». □

La protection sociale

«LE monde est loin du compte pour près des deux tiers des indicateurs mesurant les progrès vers l'ODD 8», d'après une analyse de l'Organisation internationale du travail (OIT) intitulée «Transformative change and SDG 8: The critical role of collective capabilities and societal learning».

L'ODD 8 vise à «promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous».

L'OIT recommande de soutenir «l'Accélérateur mondial pour l'emploi et la protection sociale pour des transitions justes». Une initiative des Nations unies dirigée par l'OIT qui vise à aider les pays à créer 400 millions d'emplois décents et à étendre la protection sociale à 4 milliards de personnes supplémentaires. □



■ Zones sinistrées: Attention à ne pas polluer!

Des milliers de convois humanitaires ont pris la route pour apporter des produits de première nécessité et des denrées alimentaires aux populations affectées par le tremblement de terre. Les habitants d'Al Haouz et de Taroudant ont tout perdu mais il leur reste la végétation et une source d'eau qu'il faut veiller à préserver de toute pollution. Aussi la société Polluclean lance un appel à tous les convois, toutes les associations et donateurs revenant de ces régions vers Casablanca de rapporter les déchets non alimentaires (carton, plastiques, verre, métal...). En effet, l'entreprise se propose de les recycler sur son site de Chellalat, près de Tit Mellil. *F.E.O.*

■ Opération de collecte des déchets à Amizmiz

L'association Bahri organise une caravane écologique sur le camp d'Amizmiz qui abrite plus de 12 000 personnes. Ainsi, l'association invite toutes les bonnes volontés à participer à une collecte de déchets. Prenant en charge le transport par bus et le matériel (gants, masques et sacs), elle donne rendez-vous aux bénévoles sur la route d'El Jadida à 6h. Le retour est prévu à 23 h. Le besoin est de 200 bénévoles qui peuvent s'inscrire sur le site: associationbahri@gmail.com. Pour les habitants de Marrakech, le rendez-vous est fixé à 10h30 à Amizmiz. *F.E.O.*



2

Les Inspirations ÉCO - Mardi 19 septembre 2023

GESTION HYDRIQUE

Le Maroc s'allie au Cap-Vert

Le Maroc et le Cap-Vert ont signé à Praia un mémorandum d'entente dans le domaine de la gestion des ressources en eau. L'accord porte également sur la stratégie du Maroc dans ce secteur, le contrôle des coûts, les nouvelles pratiques en matière de dessalement de l'eau de mer et son utilisation dans l'irrigation, ainsi que sur d'autres volets connexes. À noter que neuf accords de coopération couvrant de nombreux domaines avaient été signés en mai dernier à Rabat entre le Maroc et la République du Cap-Vert, à l'occasion de la tenue de la deuxième session de la Grande commission mixte. **M.O.**



ÉCONOMIE

GESTION DES DÉCHETS

Renforcer la gouvernance s'impose

Le Maroc s'est engagé dans une nouvelle politique environnementale, ce qui implique un cadre réglementaire bien défini. Dans ce sens, un nouveau projet modifiant et complétant la loi y afférente, vient d'être soumis pour consultation publique. Les nouvelles dispositions mettent principalement l'accent sur la valorisation et la transformation ainsi que sur une gouvernance plus efficiente des déchets.



Les principales modifications apportées par ce projet de loi portent sur le développement du secteur de la valorisation des déchets et l'établissement des bases de l'économie circulaire.

À la veille de l'adoption d'une nouvelle approche environnementale, revoir la gestion des déchets, s'impose comme un enjeu majeur. D'où la révision de certaines dispositions du système juridique relatif à la gestion et à la destruction des déchets. À cet effet, le projet visant à rectifier et compléter la loi inhérente vient d'être déposé au Secrétariat général du gouvernement (SGG) pour consultation publique.

LA VALORISATION DES DÉCHETS, UN MUST

À noter que la modification de cette loi s'inscrit dans le cadre du chantier de la Charte nationale pour l'environnement et le développement durable. L'objectif étant d'accompagner les évolutions que le pays s'est engagé à réaliser. Cette loi prévoit en particulier la mise à jour du cadre législatif relatif aux déchets pour renforcer les aspects liés au développement des technologies de valorisation, à l'intégration du principe de responsabilité élargie, et à la gestion structurée des déchets. Cette gestion repose sur la collecte sélective en vue de la réutilisation, du recyclage, de la valorisation et du traitement, constituant ainsi la meilleure approche pour la protection de l'environnement et la préservation de la santé publique contre les risques posés par tous types de déchets. Ainsi, maîtriser la gestion des déchets est devenu une priorité visant à réduire leurs quantités et leurs impacts négatifs. La capacité de

l'État à les gérer efficacement est devenue un indicateur de l'efficacité et de la crédibilité de sa politique nationale. Dans ce contexte, ce projet de loi a été élaboré pour consolider le principe de la responsabilité élargie, obligeant les producteurs et les importateurs à prendre en charge la collecte sélective des déchets générés par leurs produits en vue d'une gestion rationnelle. Il vise également à en renforcer la gouvernance de la gestion, en créant la Commission nationale de l'orientation stratégique pour la gestion durable des déchets, chargée d'élaborer des orientations stratégiques dans le domaine. Il s'agit aussi de favoriser la transition vers une économie verte et circulaire, ainsi que la consultation, la coordination et la proposition de toutes les mesures et initiatives visant à renforcer les aspects juridiques, économiques, financiers, sociaux et technologiques dans ce domaine.

MESURES COERCITIVES

De plus, ce projet de loi prévoit l'adoption du principe de réconciliation en tant que procédure alternative et préalable pour éviter les complexités et les longueurs des procédures judiciaires dans les litiges publics. À cet effet, il vise à modifier certaines dispositions de la loi n° 28.00 relative à la gestion des déchets en modifiant et complétant plusieurs articles, ainsi que l'ajout d'une septième section. Les principales modifications apportées par ce projet de loi portent sur le développement du secteur de la valorisation des déchets et l'établissement des bases

de l'économie circulaire. L'établissement du principe de responsabilité élargie du producteur et l'introduction de la hiérarchie dans la valorisation des déchets y figurent également. Dans le même sillage, il est question de renforcer la gouvernance de la gestion des déchets ainsi que la transformation des décharges contrôlées en centres de valorisation et d'élimination. Quant aux mesures coercitives, il est prévu d'augmenter les amendes en cas de violation des

dispositions de la loi y afférente. L'adoption d'une procédure de réconciliation, comme alternative pour éviter les complexités et les longueurs des procédures judiciaires dans les litiges publics, est également stipulée dans les nouvelles dispositions. À noter que les sanctions pécuniaires peuvent aller de 10.000 jusqu'à 5 millions de dirhams en fonction de l'infraction commise.

Maryem Ouazzani



مطرح الأزيل العشوائية بالعرائش وشفشاون تسائل بنعلي

تعثر في خروج مطرح مراقبة تحافظ على البيئة وتواجه أخطار التلوث

■ العرائش: حسن الخضراوي

صدينة بإقليم تطوان، شهد بدوره ارتباكا وخروجا لبعض السكان من أجل الاحتجاج عليه، لكن مع تتبع السلطات المحلية واللجنة المشرفة لعمل المطرح المذكور، تبين أن الأمر يتعلق بإجراءات عادية تتعلق ببداية الاشتغال، إذ مع الاستمرارية في العمل ستتم معالجة كافة مشاكل الروائح العطنة والتعامل مع عصارة الأزيل «الليكسيفيا» بمعايير منصوص عليها في دفاتر التحملات الموقعة بين الأطراف المعنية. واستنادا إلى المصادر نفسها، فإن الجماعة الحضرية لشفشاون، سبق وصادقت على اتفاقية من أجل إغلاق المطرح العشوائي، والتوجه لإحداث مطرح مراقب بجماعة باب تازة، كما صادق المجلس الإقليمي على المقرر نفسه في دورة رسمية، وذلك في انتظار الشروع في تنفيذ المشروع الذي سيمكن من تحقيق هدف ترميم النفايات المنزلية والحفاظ على البيئة. وتواكب السلطات الولائية بالشمال كل المشاريع الخاصة بالمحافظة على البيئة، وكذا التحقيقات التي تم فتحها في موضوع شبهاات تسربات لعصارة الأزيل من المطرح المراقب بالفينديق، ومراقبة عمل مجموعة الجماعات بالشواطئ الأزرق ومطالبة الشركة نائلة الصفقة الجماعات الترابية المعنية بأداء ديون بالملايير، في ظل جدل تنفيذ بنود دفاتر التحملات الموقعة بين الأطراف وشكايات السكان من استمرار الروائح الكريهة وتسربات وصلت الشاطئ القريب من حي سيراميك بالفينديق.

ما زال جدل مشاكل مطرح الأزيل العشوائية بشفشاون والعرائش، مستمرا رغم الاحتجاجات والاجتماعات التي تم انعقادها سابقا في الموضوع، فضلا عن مساعلة ليلى بنعلي وزيرة الانتقال الطاقى والتنمية المستدامة، مرات متعددة حول تعثر خروج مشروع مطرح مراقب بالعرائش، والمشاكل التي يواجهها المطرح المراقب بالفينديق، ونتائج التحقيقات السابقة أكدت تسرب مياه ملوثة وصلت إلى حد الشاطئ، وتهدد الفرشة المائية بالتلوث في ظل استغلالها لسقي مساحات مزروعة والشرب بمناطق قروية. وقبل أيام قليلة، بالمؤسسة التشريعية بالرباط، تمت إثارة مشكل ظهور مطرح عشوائي للأزيل بالقرب من شاطئ اسطیحات بجماعة بواحد بإقليم شفشاون، ما يتعارض والحفاظ على البيئة من كافة أشكال التلوث، والتنمية السياحية وحماية الشواطئ الشمالية، سيما وأن المشاريع الملكية التي تم إنجازها تهدف إلى تحقيق نظافة تامة للشواطئ بمنع تسربات المياه العادمة والملوثة، وتشغيل محطات التصفية وإعادة استعمال الواد الحار في سقي المساحات الخضراء.

وحسب مصادر مطلعة، فإن المطرح المراقب الذي تم افتتاحه بجماعة



تقرير

نفايات طبية بحاويات للأزبال تستنفر السلطات بالعرائش

عثر عليها قرب المستشفى المحلي ومركز تحاقن الدم

■ طنجة، محمد أبطاش

أفادت مصادر مطلعة، بأن حالة من الاستنفار عاشت على وقعها السلطات المحلية والأمنية بالعرائش، على إثر تلقيها إخبارية من لدن عمال النظافة عقب العثور على نفايات طبية أثناء عملية إفراغ حاويات النفايات بمحيط المستشفى الإقليمي للامريم وحاويات أخرى بالقرب من مركز تصفية الدم بالمدينة كذلك، إذ تم اكتشاف كمية كبيرة من هذه النفايات ممثلة بالأساس في وسائل حادة تستعمل في الجراحة، ومواد سامة فضلا عن عدد كبير من النفايات الصيدلانية، ثم النفايات الكيميائية إلى جانب الأدوات المستعملة في الحقن. وأشارت المصادر إلى أن عمال النظافة سبق لهم التعرض للآذى بسبب هذه المواد الملقاة بطريقة عشوائية، خصوصا عبر التخلص منها في مطرح عمومي يجاور مجموعة من الأحياء السكنية بالمدينة، كما تطرح هذه الواقعة علامات استفهام حول وجود شركة متعاقد معها من طرف المستشفى الإقليمي للامريم والتي من المفروض أن تكون مسؤولة على تدبيرها وفق تعبير المصادر نفسها. وأوردت المصادر، أن عمال النظافة عبر هيئة تمثلهم، قاموا بإمراسلة المجلس الجماعي والسلطات المختصة للمطالبة بضرورة التدخل لحماية



صحتهم فضلا عن الصحة العمومية، حيث إن هذه النفايات تبقى بارزة للعيان، فيما يفترض أن عمليات إفراغ الحاويات ليلا، قد

تكون تضمنت نفايات طبية مماثلة، دون الانتباه لها، سيما وأن مركز تحاقن الدم، يتخلص بدوره أحيانا من الدماء غير الصالحة، وهو ما قد يتسبب في وصولها إلى أياد غير آمنة، أو الأطفال الذين يلعبون قرب المطارح، والمنقبين بهذه الأماكن. وكانت تقارير، قد دعت إلى تضافر جهود جميع الفاعلين والمتدخلين لضمان تدبير أمثل وأنجع للنفايات الطبية والصيدلانية على مستوى جهة طنجة تطوان الحسيمة. وشددت التقارير نفسها، على أن التدبير الأمثل والمعالجة الفعالة للنفايات الطبية والصيدلانية سيساهم في حماية البيئة والحفاظ على الصحة البشرية من الخطر الذي تشكله النفايات بجميع أنواعها. وأن مسألة تدبير النفايات الطبية التي تشكل خطرا كبيرا على العاملين بالمراكز الاستشفائية وكل من له صلة مباشرة بهذا القطاع، تكتسي أهمية كبيرة في الحفاظ على الصحة البشرية وحماية البيئة، ومن الضروري مراعاة المقتضيات الواردة في القوانين والاتفاقيات الدولية المتعلقة بمجال تدبير النفايات وفق تقارير في الموضوع. ويمنع القانون رقم 28-00 المتعلق بتدبير النفايات، إلقاءها في المطارح، حيث يوصي بضرورة التعاقد مع الشركات، بغرض التخلص منها بشكل سليم.



ورشة لإطلاق مشروع « دعم اللجنة المغربية للاتحاد الدولي لحماية الطبيعة »

نظمت اللجنة المغربية للاتحاد الدولي لحماية الطبيعة، مؤخرا، بالرباط، ورشة لإطلاق مشروع، دعم اللجنة المغربية للاتحاد الدولي لحماية الطبيعة، بحضور ممثلين عن المجتمع المدني والوكالة الوطنية للمياه والغابات.

ويهدف هذا المشروع إلى وضع استراتيجية ومخطط عمل يمكنان اللجنة من الإسهام في تنزيل برنامج الاتحاد الدولي لحماية الطبيعة لشمال إفريقيا، والسياسة الحكومية في مجال التنوع البيولوجي، مع الاستجابة لرهانات الحفاظ على التنوع البيولوجي في المغرب والعالم.

وتهدف هذه الورشة التي تمثل بداية حقبة جديدة من عمل الاتحاد الدولي لحماية الطبيعة، ومرحلة حاسمة في تحقيق أهدافه، إلى تمكين أعضاء اللجنة من تحديد الأدوار والمسؤوليات في ما يتعلق بتفعيل البرنامج ومناقشة المراحل الأساسية لأجندة العمل لضمان نجاح المشروع.

وبهذه المناسبة، أكد زهير امهاوش، رئيس قسم المنزهات والمحميات الطبيعية بالوكالة الوطنية للمياه والغابات، أن «المغرب الذي يعد رائدا في مجال المحافظة على الطبيعة في منطقة شمال إفريقيا، يمكنه أن يفخر بغنى تنوعه البيولوجي وجمال حدائقه الجيولوجية».

وأعتبر أن هذا اللقاء يشكل مناسبة للتفكير المشترك حول مساهمة الاتحاد الدولي لحماية الطبيعة في الإطار العالمي الجديد للتنوع البيولوجي، مبرزا احترام المغرب لالتزاماته في مجال المناخ.

وأكد امهاوش في هذا الصدد استعداد الوكالة للإسهام بشكل كامل في هذه الأورش من أجل انفتاح أكبر للإدارة المغربية على قضايا البيئة.

من جهتها، أشارت رحيمو الحمومي، رئيسة فريق البحث في مجال حماية الطيور بالمغرب، إلى أن هذه الورشة تشكل مناسبة لإعداد منصة صلبة للتواصل والتعاون من أجل تجويد مسلسل صناعة القرار.

وأضافت أن «المشروع يوفر مساحة للمناقشة مع الاحترام الكامل للأخلاقيات»، مشيدة بالالتزام لأعضاء الاتحاد الدولي لحفظ الطبيعة في المغرب من أجل التنمية المستدامة.

وبعد تقديم تعازيهم لأسر الضحايا ولجميع المواطنين المغاربة على إثر الزلزال الذي ضرب مساء الجمعة الماضي عدة مناطق بالمملكة، أبرز المشاركون أن تنظيم هذا اللقاء يأتي تحت شعار «الغافل والتضامن».

كما اتفق المتدخلون المعنيون والفاعلون المدنيون على عدة

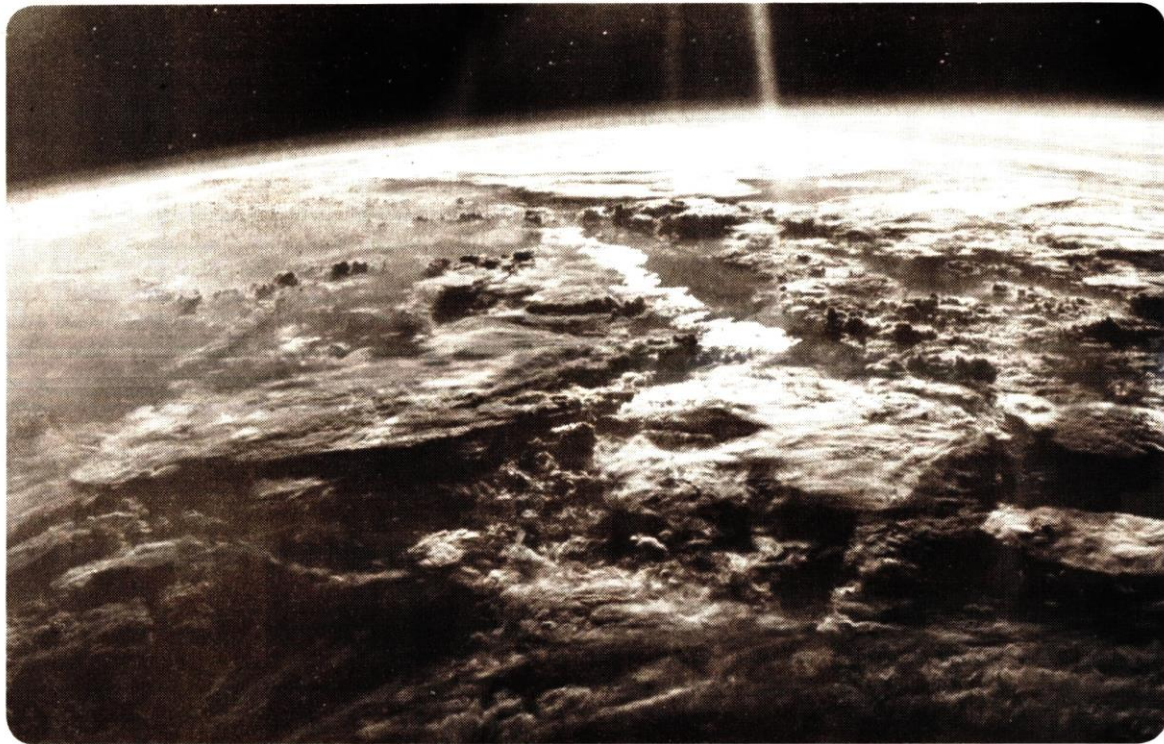
نقاط رئيسية، خاصة ما يتعلق بالإفاق المستقبلية للحفاظ على الطبيعة والمحافظة على التنوع البيولوجي في المغرب، وتحسين مرونة النظام الإيكولوجي ومحااربة الاحتباس الحراري. وشكل هذا اللقاء أيضا فرصة للمتدخلين في هذه الورشة للحث

على ضرورة توفير إمكانيات لإدارة الكوارث الطبيعية، خصوصا في المناطق القروية والجبلية والناحية. وفي هذا الصدد، أعرب الاتحاد الدولي لحفظ الطبيعة عن استعداده لتعبئة جميع إمكانياته لتقديم يد المساعدة لمواجهة

الكوارث المحتملة بالتشاور مع السلطات المحلية. ويشار إلى أن اللجنة المغربية التابعة للاتحاد الدولي لحفظ الطبيعة، التي تأسست سنة 2000، تضم حاليا 14 منظمة غير حكومية مغربية، بالإضافة إلى الوكالة الوطنية للمياه والغابات.



بروتوكول مونريال نموذج للتعاون العالمى لحماية طبقة الأوزون



مارية الخضراوى

فى الوقت الذى يخلد فيه العالم اليوم العالمى لحماية طبقة الأوزون، يبدو من الضرورى استعراض التقدم المحرز فى ترميم هذا الدرعى من الغاز؛ خاصة فى سياق التفاؤل الذى برز مطلع هذه السنة، بفضل خلاصة متفائلة قدمها فريق من الخبراء برعاية الأمم المتحدة يتوقع تعافى طبقة الأوزون خلال العقود الأربعة القادمة. وكشف فريق الخبراء أن القضاء

التدرجى على المواد الكيمائية الضارة لطبقة الأوزون على المستوى العالمى كان له الأثر الأكبر فى التخفيف من التغيرات المناخية.

وسلطة الأمانة التنفيذية لأمانة الأوزون فى برنامج الأمم المتحدة للبيئة مع سىكى، الضوء على تأثير بروتوكول مونريال على التخفيف من التغيرات المناخية خلال الـ 35 سنة الماضية. ويعد هذا البروتوكول الذى دخل حيز التنفيذ سنة 1989 أحد الاتفاقيات العالمية فى مجال البيئة الذى حقق أكبر قدر من النتائج.

وأعرب كاري كروزينسكى، المحاضر فى جامعات بيل وبراون ونيويورك الأمريكية، عن ارتياحه لكون «بروتوكول مونريال يشكل نموذجا للتعاون العالمى باعتباره مكن من ترميم طبقة الأوزون التى تضررت منذ عدة سنوات، بفضل القضاء التدرجى على إنتاج المواد الضارة».

وحذر هذا الأكاديمى الأمريكى، فى تصريح لوكالة المغرب العربى للأنباء بمناسبة اليوم العالمى لحماية طبقة الأوزون، من أن التخلي عن التعاون العالمى من شأنه إحداث سيناريوهات تهدد

الإنجازات المحققة. وأشار فى هذا الصدد إلى الأحداث الجيوسياسية التى قد تمنع التعاون العالمى من التصدي بشكل فعال للتغيرات المناخية.

وتعتبر طبقة الأوزون نرع من الغاز الحساس بحمى الأرض من أشعة الشمس فوق البنفسجية المضرة. وهى بذلك تساهم فى الحفاظ على الحياة فوق كوكب الأرض. وبعد ترقق هذا الدرعى الوافى نتيجة لأنشطة الإنسان المسؤولة عن زيادة تركيز الغازات الدفينة فى الجو.

وبخصوص التدابير التى من شأنها التخفيف من هذه الغازات الدفينة، ركز المحاضر على ضرورة التعاون الدولى المعزز، وإنشاء تحالف للمتطوعين. كما يقترح اتباع سيناريو طموح يتمثل فى الحد من استهلاك ودعم مصادر الطاقة التقليدية، وتطوير الطاقات الخالية من الكربون، خاصة الطاقات المتجددة، والرفع من النجاعة الطاقية بغية الحد من هدر الطاقة.

وبعد أن نوه بالجهود الأخيرة الرامية إلى حماية هذا الجزء الرفيع من الجو الذى يعد حيويا بالنسبة لحياة البشر، شدد الأستاذ الجامعى الأمريكى على ضرورة الإسهام فى احترام بروتوكول مونريال وعدم الاكتفاء بالمكتسبات التى حققها.

وعلى إثر اكتشاف ثقب فى طبقة الأوزون سنة 1985، تمت المصادقة على اتفاقية فيينا لحماية طبقة الأوزون فى نفس السنة. وبعد سنتين وقعت المجموعة الاقتصادية الأوروبية و24 بلدا آخر بروتوكول مونريال الذى يهدف إلى منع البلدان المتقدمة من إنتاج واستخدام الغازات المضرة بطبقة الأوزون.

وفى سنة 1994، أعلنت الجمعية العامة للأمم المتحدة يوم 16 ستمبر يوما عالميا لحماية طبقة الأوزون، تخليدا لتاريخ توقيع بروتوكول مونريال.

(ومع)

الأمم المتحدة تدعو إلى «ثورة» في قطاع البناء المسؤول عن 37 بالمئة من انبعاثات ثاني أكسيد الكربون



دعت الأمم المتحدة، مؤخرا، إلى «ثورة» في قطاع البناء المسؤول عن 37 بالمئة من انبعاثات ثاني أكسيد الكربون العالمية، وذلك عبر تقليص استخدام الخرسانة وزيادة المواد الخام المحلية المتأتية من الكتلة الحيوية أو المعاد تدويرها، وهو شرط أساسي لإزالة الكربون من البناء. ويتعين خفض نسبة الخرسانة المستخدمة عالميا في قطاع البناء إلى النصف بين عامي 2020 و2060 لكي تكون عملية إزالة الكربون من المباني فعالة، وفق تقرير نشره برنامج الأمم المتحدة للبيئة بالتعاون مع جامعة ييل الأمريكية وحوالي ستين باحثا ومهندسا معماريا من جميع أنحاء العالم. وقالت مديرة مركز النظم البيئية في جامعة ييل الأمريكية أنا دايسون، المشاركة في إعداد التقرير، إن قطاع البناء «يحتاج إلى خفض كبير جدا» في كميات الخرسانة الجديدة المستخدمة، لكن الانخفاض سيكون «تدرجيا». وأشار التقرير إلى أن ثلثي الخرسانة المتبقية يجب أن تكون «دائرية»، أي مشتقة من إعادة التدوير أو إعادة الاستخدام أو مصنوعة من اسمنت منخفض الكربون، في حال أراد العالم لجم الاحترار المناخي المتسارع. وأبرز أن «البيئة المبنية تشكل المصدر الرئيسي حاليا لانبعاثات الغازات الدفيئة، إذ إنها مسؤولة عن 37 بالمئة على الأقل من انبعاثات ثاني أكسيد الكربون العالمية». وأوضحت دايسون أن «المطلوب بدء ما يشبه ثورة للعودة إلى الماضي»، لإزالة الكربون من المباني واعتماد طرق تشييد «أخف» عبئا على الكوكب.

وكانت المواد المستخدمة في البناء حتى منتصف القرن العشرين، تأتي في الغالب من مصادر متجددة أو بيولوجية أو عضوية (الخشب أو الحجر أو من المواد الزراعية مثل القش والقنب)، وهي مواد محلية بشكل رئيسي، وفق التقرير. وأكدت دايسون أن «غالبية مواد البناء أصبحت تأتي، في العقود الأخيرة، من عمليات استخراجية وضارة وغير متجددة».



المنظمون قرروا الإبقاء على الحدث في مراكش

المغرب يستضيف النسخة الثالثة من القمة العالمية للهيدروجين الأخضر

■ الاتحاد الاشتراكي

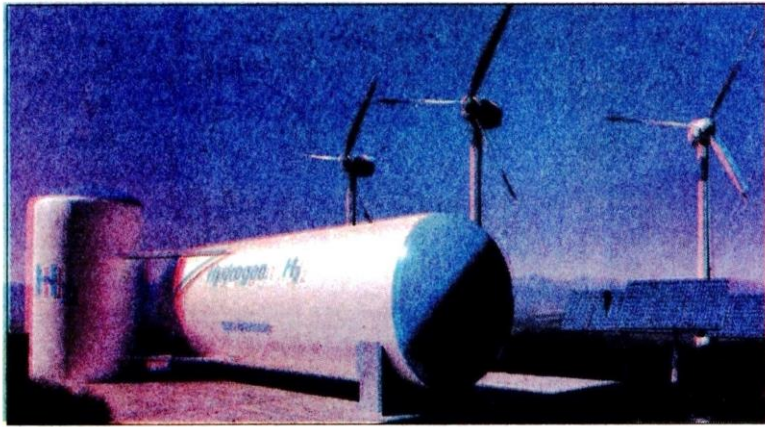
يحتضن المغرب، في الفترة ما بين 19 إلى 20 شتنبر 2023 في مراكش، أشغال النسخة الثالثة للقمة العالمية للهيدروجين الأخضر وتطبيقاته «World Power-to-X Summit»، بمشاركة ثلثة من الفاعلين في المجال الطاقى، وعدد من الصناعيين والخبراء الدوليين. وتنظم النسخة الثالثة للقمة العالمية للهيدروجين الأخضر وتطبيقاته وتعدّد القمة بتنظيم مشترك بين معهد البحث في الطاقة الشمسية والطاقات الجديدة (IRESEN)، وتكتل الهيدروجين الأخضر بالمغرب (Green H2 Cluster)، وجامعة محمد السادس متعددة التخصصات التقنية (UM6P)...

وتعدّ قمة القمة العالمية للهيدروجين الأخضر «منصة رائدة تهدف إلى تعزيز حوار إقليمي ودولي حول فرص وتحديات سلسلة القيمة الصناعية واللوجستية والتكنولوجية للهيدروجين الأخضر وتطبيقاته. من هذا المنطلق، تكتسي هذه النسخة الثالثة أهمية خاصة، في سياق أزمة طاقة عالمية تفاقمت بفعل التوترات الدولية والتحوّلات السياسية المتسارعة. أما على المستوى الوطني، فيأخذ هذا الحدث بعدا كبيرا بفضل التحفيز التي قام به صاحب الجلالة الملك محمد السادس، نصره الله، والذي أصدر تعليمات عالية لنشر «عرض المغرب» التشغيلية والحافز. تهدف هذه

المبادرة الطموحة إلى تثبيت المغرب كزعيم إقليمي ومحور أفريقي في مجال الهيدروجين، بالاستناد إلى مزاياه الطبيعية وإستراتيجيته الوطنية وشراكاته الدولية القوية.

وتنطلق هذه النسخة، في ظل السياق العام الذي يتميز بأزمة الطاقة العالمية التي تفاقمت بسبب التوتّرات والتحوّلات الجيوسياسية المتسارعة، كما يتخذ هذا الحدث على المستوى الوطني بعدا جوهريا بفضل الدينامية التي أطلقها صاحب الجلالة الملك محمد السادس، نصره الله، بإعطاء تعليماته السامية من أجل تفعيل «عرض المغرب» للهيدروجين الأخضر ذي طابع عملي وتحفيزي. وتسعى هذه المبادرة الطموحة، إلى تعزيز تموقع المغرب رائدا إقليميا ومركزا أفريقيا في مجال الهيدروجين، بناء على مقوماته وخصوصياته الطبيعية وإستراتيجيته الوطنية وشراكاته الدولية القوية. وبناء على النجاح الكبير الذي حققته النسخة السابقة، والتي عرفت حضور أزيد من 500 مشاركا، و90 متدخلا يمثلون 31 بلدا ضمن 9 جلسات علمية و3 اجتماعات ثنائية، تعتبر النسخة الحالية أكثر طموحا، إذ من المرتقب حضور ما يقارب 1000 مشارك ومشاركة، و170 من المتدخلين والخبراء الدوليين، يشاركون خبراتهم وتجاربهم خلال 35 جلسة علمية و5 حدثا موازيا.

ومن جهة أخرى، فإن النسخة الثالثة للقمة العالمية للهيدروجين الأخضر تتضمن برنامجا علميا متكاملًا، بدءًا بالجلسات العامة



والندوات المتخصصة المتوازنة، إضافة إلى دورات تدريبية، حيث سيعمل هذا البرنامج على تعميق فهم مختلف الجوانب المتعلقة للهيدروجين الأخضر وتطبيقاته واستعمالاته، مثل الإنتاج والتحويل والتخزين والتوزيع والاستخدام، دون إغفال جوانب التمويل والاستثمار والبنى التحتية والتقنين والحكامة. وسيفتح المجال في هذه النسخة الثالثة من القمة «فتح المجال أمام العارضين بأروقة المعرض قصد استعراض أحدث الابتكارات والمشاريع الناجحة التي تعتمد على الطاقة الخضراء والتكنولوجيا النظيفة، حيث ستوفر منصة مثالية للمشاركين لتبادل المعرفة والخبرات والاستفادة من الأفكار الابتكارية، إضافة إلى الحديث عن أبرز الفرص والتحديات.

وفي ظل المساءة المؤلمة للزلازل المساوي الذي هز المغرب يوم الجمعة 8 شتنبر المنصرم، يسعى منظمو القمة العالمية للهيدروجين الأخضر وتطبيقاته، خلال هذا الحدث الهام، لتقديم تعازيهم العميقة لأسر الضحايا المتوفين وتمنيات الشفاء العاجل للمصابين والتعبير عن التضامن الصادق مع كل المتضررين من هذه الفاجعة. ورغم حجم الألم الذي أصاب القلوب، فإن منظمي النسخة الثالثة قرروا الإبقاء على الحدث ليشكل فرصة مباشرة من أجل تقديم الدعم، والمساهمة في الإنعاش الاقتصادي وتعمير المنطقة، حيث إن القمة لن تقتصر على تسليط الضوء على تكنولوجيا الهيدروجين الأخضر من أجل مستقبل مستدام، ولكنها ستكون كذلك منصة للتعبير عن التضامن والكرم.



في ظل سياق عالمي يتسم بالأزمات والصراعات

هل توفق قمة الأمم المتحدة في إنقاذ أهداف التنمية المستدامة؟

وأوضحت أن إحدى الخطوات الملموسة ستكون قيام الدول الغنية بدعم إصلاح المؤسسات الاقتصادية الدولية لمواجهة الديون الهائلة التي تثقل كاهل بعض دول العالم النامي.

وخطت قمة مجموعة العشرين التي عقدت في شنتنبر في نيودلهي، خطوات أولى على صعيد تصحيح التمثيل في صندوق النقد الدولي والبنك الدولي.

إلا أن نواوم أنغر، وهو خبير في التنمية في مركز الدراسات الدولية والاستراتيجية في واشنطن، تساءل «هل ستعيد قمة أهداف التنمية المستدامة هذه إيقاد شعلة إعادة بناء الثقة وشحن التضامن العالمي كما تم وصفها؟». وحذر من أن «تصاعد الاستبداد، تراجع الديمقراطية، لكن أيضا التنافس الجيوستراتيجي والصعوبات الاقتصادية، يرجح أن تغطي على قضايا جوهرية أخرى مرتبطة بالتغير المناخي والتنمية».

وحذر مسؤول أوروبي كبير من أن الهوة بين الدول النامية والمتقدمة أخذت في الاتساع، مشيرا إلى أن أحد أهداف القمة سيكون «التأكد من أن هذا الفالق لا يصبح أكبر مما هو عليه». وأكد وزير الخارجية الأميركي أنتوني بلينكن عزمه على عقد اجتماع في الأمم المتحدة يخصص للبحث في سبل استخدام الذكاء الاصطناعي للدفع نحو تحقيق أهداف التنمية المستدامة.

على الفقر المدقع والجوع وتعزيز العمل المناخي والتعليم الجيد، وضمان ألا يعاني أي من سكان الأرض البالغ عددهم ثمانية مليارات نسمة من الجوع.

وأكد الأمين العام للأمم المتحدة أنطونيو غوتيريش أن القمة ستسعى إلى إنجاز «خطة إنقاذ عالمية» بشأن الأهداف، مقرا في الوقت عينه بأن 15 بالمائة منها فقط هي على الطريق الصحيح نحو التحقق، بينما يمضي بعضها في اتجاه عكسي للغاية المعقودة.

وشدد على أن الأهداف تتعلق «بالآمال والأحلام والحقوق وتوقعات الناس وصحة بيئتنا الطبيعية... بتصحيح الأخطاء التاريخية والتزام الفوارق العالمية ووضع عالمنا على المسار نحو سلام دائم».

وعانت الجهود لتخصيص المال والانتباه لأهداف التنمية المستدامة، من إخفاقات عدة، بما فيها جائحة كوفيد 19 وحرب أوكرانيا وغيرها من الأزمات العالمية، في ظل الكوارث المناخية المتزايدة والزيادات الحادة في كلفة المعيشة.

واعتبرت الناشطة ورئيسة جمعية «أوكسفام» لمكافحة الفقر أبي ماكسمان أن قمة الأمم المتحدة «هي مجال حيوي من أجل إحداث تغيير»، مشيرة إلى أن «على القادة أن يخضعوا للمحاسبة، وأن يستجيبوا لنداءات أولئك الموجودين في الخطوط الأمامية والاستفادة من هذا الوقت للإنصات والقيام بالتزامات ذات جدوى ومتابعة الأمر بعمل فعلي».

تتواصل يومه الثلاثاء، بنيويورك، فعاليات قمة أهداف التنمية المستدامة القمة التي انطلقت أشغالها يوم أمس الاثنين برئاسة الأمين العام للأمم المتحدة أنطونيو غوتيريش وحضور رؤساء الدول والحكومات في المنظمة الأممية.

القمة التي تعد محور الأسبوع رفيع المستوى للدورة 78 للجمعية العامة للأمم المتحدة الذي تستمر أعماله إلى غاية الخامس والعشرين من هذا الشهر، تهدف إلى إنقاذ أهداف التنمية التي تعاني من التباطؤ في السنوات الأخيرة، حيث من المنتظر أن يتم اعتماد إعلان سياسي تطلعي من أجل تلك الغاية.

ويأتي انعقاد القمة في وقت تواجه الدول الأكثر ضعفا العديد من الأزمات والنزاعات. ويعاني التقدم التنموي عبر العالم من التأثيرات المجتمعة للكوارث المناخية والصراعات والانكماش الاقتصادي والآثار المتبقية لكوفيد 19. ويخشى المواقبون أن تغطي على القمة خصوصا سلسلة التوترات الجيوسياسية المتصاعدة مثل الحرب الروسية في أوكرانيا.

وكان الأمين العام للأمم المتحدة، أنطونيو غوتيريش قد أكد سابقا أن هذه القمة «يجب أن تكون لحظة للوحدة ولتوفير زخم متجدد وإجراءات متسارعة لتحقيق أهداف التنمية المستدامة».

وتبنت الدول الأعضاء في الأمم المتحدة عام 2015 خطة التنمية المستدامة لعام 2030، وهي تهدف إلى تحقيق 17 هدفا تنمويا منها القضاء



طنجة.. ساكنة ظهر القنفذ تطالب الوالى بوضع حد لمعاناتها مع المحلات الملوثة والمزعجة

صوف كبار السن من ضعاف المناعة، وفق التقارير الطبية. وحملت الساكنة المتضررة، مسؤولية ما يقع في حيزهم الشعبي الهش من تجاوزات، للسلطات المحلية، والشرطة الإدارية لدى المقاطعة المعنية، باعتبارها المسؤولة طبقا للقانون التنظيمي 113.14 المتعلق بالجماعات، عن حفظ الصحة والسلامة العمومية واحتلال الملك العمومي الجماعي، والمساهمة في الرفع من المساهمة في تحسين الفضاء العام، والنظافة والسكينة العمومية، وسلامة المرور ومراقبة المحلات.

واستغرب فاعلون محليون، من السماح بإحداث منطقة حرفية ملوثة داخل رفاق يقل عرضه عن 4 أمتار، وسط حي شعبي يعرف كثافة سكانية جد مرتفعة، في الوقت الذي تتجه فيه غرفة الصناعة التقليدية، إلى نقل جميع المهن الملوثة والمزعجة خارج المدينة، حيث أنه ونظرا لما تعرفه طنجة من تطورات ومتغيرات بنوية وعمرانية وتنموية متسارعة، فقد أصبح وجود أنشطة حرفية وصناعية وسط الأحياء السكنية، أمرا غير مقبول، ومغامرة متوهرة غير محسوبة العواقب قد تؤثر بشكل خطير على سلامة الساكنة.

كما طالب منتجعون، بفتح مصالح الولاية تحقيق شامل حول الصمت المشوه والمربك لقيادة حومة السوسي عن هذا "المنكر"، والكشف عن الجهة التي تدعم وتتواطى مع أصحاب النفوذ لاستمرار وتكريس هذه الفوضى وسط الحي الشعبي الهش، ضدا على مصالح الساكنة المتضررة، وكذا الطريقة التي سلكها بعض أصحاب تلك المحلات لاسترجاع معدات العمل المحجوزة من قبل قائد المنطقة في تدخل أمني لمحاربة الفوضى بالمنطقة شهر ابريل الماضي...!

تقدمت ساكنة الزنقة 34

بجي ظهر القنفذ، بمقاطعة بني

مكادة، في طنجة، وفي أكثر من مرة، بعدة شكايات، كانت آخرها شهر يوليوز الماضي - تتوفر على نسخ منها - إلى كل من محمد مهديبة، والي جهة طنجة تطوان الحسيمة، القائد رئيس الملحقة الإدارية 19، بطنجة، ورئيس مقاطعة بني مكادة، بطنجة، من أجل حمايتهم ورفع الضرر عنهم الناتج عن الورشات الحرفية المتواجدة بجي ظهر القنفذ، بطنجة، والتي حولت حياتهم إلى جحيم يومي لا يطاق، بسبب ما ينتج عن انشطتها المزعجة من فوضى، وتلوث بيئي، وضجيج لا يفتر على مدار اليوم، وعرقلة السير.

ويطالب المتضررون، في شكاياتهم المتتالية منذ سنة 2019، بالتدخل العاجل للسلطات المعنية، لرفع الضرر عنهم بإنزال القانون، ومنع ممارسة أنشطة حرفية مزعجة وملوثة، غير مرخصة وسط الحي الأهل بالسكان، حماية للساكنة التي أصبحت مهددة في سلامتها، جراء الروائح والتلوث المنبعث من المواد الكيماوية المستخدمة في تلك الورشات، خاصة ورشات صباغة هياكل السيارات، وورشات الحدادة، والألومنيوم، والنجارة، وصناعة الأثاث (الصالون)، وغيرها، حيث تتخوف الساكنة من أن تكون تلك المواد الكيماوية مسرطنة، وذلك في ظل غياب المراقبة الضرورية من قبل الجهات المختصة إلى ذلك، فقد أكد عدد ممن التقى بهم الجريدة، من سكان الحي، بأن حالات من الأمراض الغريبة المتعلقة بضيق التنفس، والحساسية الجلدية بدأت تظهر أعراضها بشكل خطير على بعض السكان المجاورين للمحلات الحرفية المذكورة، خصوصا لدى الأطفال، وبين

■ رشيد عبود

